

Unité Départementale de la Somme
Équipe 2
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du Monde
80 440 GLISY

Glisy, le 30/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



PIERRE BOINET (SUEZ ENVIRONNEMENT)

Lieu-dit Le Buhéron
80620 DOMQUEUR

Références : 2022-E20096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement PIERRE BOINET (SUEZ ENVIRONNEMENT) implanté au lieu-dit Le Buhéron 80620 DOMQUEUR. L'inspection a été annoncée le 16/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ENVIRONNEMENT
- Lieu-dit Le Buhéron 80620 DOMQUEUR
- Code AIOT dans GUN : 0005102122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société PIERRE BOINET (SUEZ ENVIRONNEMENT) exploite une installation de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation par arrêté préfectoral du 3 février 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- garanties financières,
- gestion des lixiviats et des eaux pluviales,
- suivi analytique des eaux pluviales,
- gestion du biogaz,

- surveillance des rejets de la torchère,
- accès au site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection
Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 5	/	Sans objet
Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 6.1	/	Sans objet
Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 7.2.2	/	Sans objet
Gestion du biogaz	Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 8.1	/	Sans objet
Gestion du biogaz	Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 8.2	/	Sans objet
Gestion du biogaz	Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 8.4	/	Sans objet
Généralités	Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2017.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 5

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Le montant total des garanties financières à constituer calculé selon la méthode forfaitaire globale s'élève à : période années 2019 à 2028 = 1 114 870 €HT

Période	Montant (HT)
Années 2016 à 2018	1 486 493 €
Années 2019 à 2028	1 114 870 €
Année 2029	1 103 721 €
Année 2030	1 092 684 €
Année 2031	1 081 757 €
Année 2032	1 070 939 €
Année 2033	1 060 230 €
Année 2034	1 049 628 €
Année 2035	1 039 132 €
Année 2036	1 028 741 €
Année 2037	1 018 454 €
Année 2038	1 008 269 €
Année 2039	998 186 €
Année 2040	988 204 €
Année 2041	988 222 €
Année 2042	978 340 €
Année 2043	968 557 €

Le calcul a été effectué par un indice TP01 de 636,8 (février 2010).

L'obligation de garanties financières est levée à la fin de la période de suivi post-exploitation.

Constats : L'inspection des installations classées a reçu par courriel le 24/03/2022 un acte de cautionnement de renouvellement en date du 22 mars 2022 de 1 613 060,02 euros pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2025 à 18 heures.

L'exploitant n'a pas transmis d'actualisation des garanties financières tous les 5 ans conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Pour rappel : « Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières. Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II du présent arrêté au montant de référence figurant dans l'arrêté préfectoral pour la période considérée. L'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières précise l'indice utilisé pour le calcul de ce montant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières. »

L'exploitant a transmis par courriel du 13 avril 2022 l'actualisation du calcul des garanties financières avec comme montant de référence le montant pour la période de 2019 à 2028 et les indices TP01 de 2010 et d'octobre 2021. Le montant est de 1 613 060,02 euros.

En outre, aucune modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité n'a été réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les lixiviats issus du massif de déchets sont collectés puis acheminés gravitairement vers un bassin de stockage étanche de 4000 m³.</p> <p>Ils sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir.</p> <p>La dilution des effluents est interdite afin de ne pas constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est ainsi interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par toutes dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.</p> <p>Les rejets de lixiviats, y compris après traitement éventuel, sont interdits.</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats est maintenu et entretenu.</p>
<p>Constats : Dans la déclaration GERE de 2021, l'exploitant mentionne les éléments suivants : "0 m3 expédié en 2021, le massif de déchets est étanche, le puits est vide, le bassin sera vidé dès que nécessaire. Le réseau de pompage des lixiviats a été optimisé + vidage des stock constitués lors des travaux. »</p> <p>L'installation recevant les lixiviats est la station de traitement de l'ISDND à Hersin-Coupigny (62) et la station d'épuration Jacques Monod à Calais (62).</p> <p>L'exploitant a présenté sur site et transmis par courriel une fiche de suivi des sites fermés permettant de contrôler les équipements notamment le bassin de lixiviats (état géomembranes, remplissage des bassins, niveau, propreté, relevé du compteur...). Les critères sont soit "correct", "incorrect", "sans objet". Y figurent des parties à compléter, une appréciation générale sur la qualité, la sécurité et le respect de l'environnement et également une partie pour le traitement des observations avec action immédiate ou à programmer ainsi que le visa de l'observateur et la date et le visa du responsable.</p> <p>La géomembrane du bassin de stockage des lixiviats a été constaté en bon état. Le bassin ne comporte que des lixiviats.</p> <p>La pompe et les équipements de gestion des lixiviats (armoires électriques) ont été vus en bon état et alimentés en électricité. Le niveau bas de la sonde était visible sur le tableau de l'armoire électrique ainsi que la vanne ouverte (entre la plateforme de pompage des lixiviats et le bassin de stockage des lixivats) et sur le mode "gravitaire et pompage". Le pompage des lixiviats est réalisé sur une plateforme au niveau des casiers en post-exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement internes au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, sont recueillies dans un bassin assurant la rétention et la décantation de ces eaux avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Ces eaux sont dirigées vers un bassin de stockage étanche de 2 100 m³, dont 500 m³ disponible en permanence en fond de bassin et destinées à la réserve d'eau pour combattre un éventuel incendie.</p> <p>Un débourbeur-déshuileur est installé avant le bassin de stockage. Le point de rejet au milieu naturel, est la sortie du bassin de stockage des eaux de ruissellement intérieures au site qui se déverse dans une tranchée d'infiltration, à l'extérieur du site.</p> <p>Ces ouvrages sont entretenus régulièrement et, à minima, pour le débourbeur-déshuileur une fois par an. Les pièces justificatives de cet entretien sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 années consécutives.</p>
<p>Constats : Il a été constaté des fossés périphériques disposant d'une géomembrane permettant d'acheminer par gravité des eaux de ruissellement internes au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec déchets vers un débourbeur-déshuileur bassin de stockage disposant d'une géomembrane. Ces géomembranes sont en bon état.</p> <p>Ces équipements sont vérifiés via la fiche de suivi des sites fermés.</p> <p>Dans GERE de 2019 à 2021, aucun enlèvement de déchets issus du débourbeur-déshuileur n'a été constaté. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'entretien à minima annuel du débourbeur-déshuileur. Il a été constaté un niveau haut du débourbeur-déshuileur.</p> <p>L'exploitant précise que le tuyau permettant de déverser (présence d'une vanne avec clé de manoeuvre) vers la tranchée d'infiltration à l'extérieur du site lui permet de maintenir une réserve de 500 m³ disponible en permanence en fond du bassin de stockage des eaux de ruissellement internes au site</p> <p>Un bassin plus petit à côté du bassin de stockage des eaux de ruissellement internes au site disposant d'une géomembrane a été constaté. L'exploitant précise qu'il s'agit de l'ancien bassin des lixiviats alimenté par de l'eau de pluie. Ce bassin n'est pas alimenté en gravitaire pas des eaux de ruissellement.</p> <p>Par courriels du 13 avril et du 21 avril 2022, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le contrôle du débourbeur-déshuileur était en cours de programmation. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 18 mai 2022 un bon de commande relatif à l'intervention sur le débourbeur-déshuileur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 7.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi analytique

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejets des eaux de ruissellement interne dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous, après analyse du pH et de la conductivité :

Paramètre (norme applicable)	Concentrations maximales instantanées (mg/l)
MEST (NFT 90-105)	<ul style="list-style-type: none">– 100 lorsque le flux journalier est inférieur à 15 kg/j– 35 dans le cas contraire
DBO5 (NFT 90-103)	30
DCO (NFT 90-101)	125
Hydrocarbures totaux (NFT 90-114)	5

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Constats : Dans GIDAF pour l'année 2021, les paramètres sont conformes pour les prélèvements du 04/05/2021 et du 18/11/2021.

Ces paramètres sont reportés dans un tableau de synthèse à la page 18 du rapport de surveillance de la post-exploitation 2021.

Il a été constaté deux cadavres de petits animaux dans le bassin de stockage des eaux de ruissellement internes au site. La présence de ces cadavres pourraient influencer les analyses de ces eaux. L'exploitant précise qu'il interviendra pour l'enlèvement de ces cadavres dans les meilleurs délais et a informé par courriel du 21 avril 2022 qu'il avait contacté un équarrisseur pour les évacuer.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Captage du biogaz
Prescription contrôlée : Tous les casiers sont équipés d'un système de drainage des gaz de décomposition des déchets. Ce système collecte les gaz issus de tous les niveaux de la masse des déchets enfouis. Il est constitué : <ul style="list-style-type: none">- de puits verticaux pénétrant largement dans la masse de déchets, qui ont été surélevés au fur et à mesure du comblement des alvéoles constitutives des casiers ;- d'un dispositif de mise en dépression de la tête des puits verticaux. Ce dispositif assurera l'étanchéité de l'aspiration recherchée du biogaz et doit empêcher toutes fuites en cas d'arrêt de la mise en dépression.
Constats : A la page 9 du rapport de surveillance de la post-exploitation 2021, l'exploitant mentionne notamment " le site est équipé de 64 puits de captage du biogaz, d'une tranchée périphérique à l'alvéole 10 mise en œuvre..." L'exploitant a présenté en séance et transmis par courriel les rapports de suivi "biogaz" du 10 juin 2021 et du 9 décembre 2021 lui permettant de vérifier ces équipements. Ces rapports comprennent le taux de fonctionnement de la torchère, les paramètres du collecteur principal avec ou sans commentaires, les paramètres des puits avec ou sans commentaires, des illustrations liées aux commentaires et le suivi des préconisations (remarques, dates d'observation, priorités 1 à 4, actions à entreprendre, responsable, date prévisionnelle d'intervention, action soldée ou non soldée ou en cours, et les observations).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte du biogaz
Prescription contrôlée : Le biogaz extrait des puits cités ci-dessus est transporté par des réseaux de canalisations aboutissant à une unité de destruction (torchère). Les canalisations : <ul style="list-style-type: none">- sont réalisées en matériaux résistant aux efforts internes et externes de toutes natures auxquels elles sont susceptibles d'être confrontées durant toute la durée de leur exploitation ; elles résistent notamment à la corrosion due au biogaz et aux vapeurs qu'elles transportent, [...]- sont sectionnables par des vannes judicieusement réparties sur les têtes de puits et sur les réseaux.
Constats : A la page 19 du rapport de surveillance de la post-exploitation 2021, l'exploitant mentionne notamment "chaque puits est équipé d'une vanne de régulation". L'exploitant a présenté en séance et transmis par courriel les rapports de suivi "biogaz" du 10 juin 2021 et du 9 décembre 2021 lui permettant de vérifier ces équipements. Ces rapports comprennent le taux de fonctionnement de la torchère, les paramètres du collecteur principal avec ou sans commentaires, les paramètres des puits avec ou sans commentaires, des illustrations liées aux commentaires et le suivi des préconisations (remarques, dates d'observation, priorités 1 à 4, actions à entreprendre, responsable, date prévisionnelle d'intervention, action soldée ou non soldée ou en cours, et les observations). Trois remarques, une en date du 5 juin 2019 (numérotation et plan du réseau) et deux en date du 10 juin 2021 (plusieurs flexibles et colliers de serrage HS sur le réseau et vanne du puits 2 HS) de priorité 2 sont non réalisées. Ces remarques ne sont pas jugées prioritaires par l'inspection des installations classées car elles n'entraînent pas de désordre immédiat. Néanmoins, l'exploitant veillera à solder ces remarques. Des puits transportant du biogaz via des canalisations de type tuyaux solides ont été constatés. Des vannes permettant de sectionner les tuyaux solides de biogaz ont été constatées. Des dispositifs permettant l'étanchéité des puits et des têtes de puits ont été relevés. Il a été constaté l'absence d'un tuyau souple sur un tuyau rigide avec une légère odeur de biogaz. L'exploitant a fermé la vanne d'arrivée du biogaz en amont de ce tuyau solide ne disposant de tuyau souple. Il précise qu'il prévoit un changement de ce tuyau souple. Seule une partie des zones Ouest et Nord des anciens casiers disposant d'une couverture finale a été vue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 8.4		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets de la torchère		
Prescription contrôlée : Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, à savoir 273°K, 101,3 kPa, teneur en O2 de 11 % sur gaz sec. Ils respectent en permanence les valeurs limites suivantes en concentration et en flux :		
Paramètres	Concentration instantanée maximale (en mg/Nm3)	Flux maximal (en g/h)
Sox en équivalent SO2	-	4000
Nox en équivalent NO2	80	240
CO	150	450
HCl	1	3
HF	1	3

Constats : A la page 19 du rapport de surveillance de la post-exploitation 2021, les paramètres sont conformes lors des mesures réalisées le 10 juin 2021. L'exploitant respecte la périodicité annuelle de la campagne de mesures des émissions de la torchère (article 11.5 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2017).
--

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Prescription contrôlée : La clôture existante, réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur de 2 mètres, est maintenue en état en permanence, afin d'empêcher l'accès au site. Par ailleurs, le portail d'accès reste fermé à clef en dehors de la présence de personnel de l'entreprise pour les rondes de surveillance, la surveillance des installations de gestion des eaux pluviales, lixiviats, biogaz et autres, et les prélèvements effectués dans le cadre des prescriptions prévues par le présent arrêté.
Constats : L'ensemble de la zone des anciens casiers disposant d'une couverture finale n'a pas été vu, ainsi l'ensemble de la clôture n'a pas pu être vu. Il a été constaté que la clôture et le portail sont en bon état à l'entrée dans la zone. Le bassin de stockage des eaux de ruissellement des eaux internes du site, la torchère et ses équipements, et le bassin de stockage des lixiviats disposent d'une clôture vue en bon état. Le portail et ces clôtures avec portes sont équipés d'un dispositif de fermeture L'entretien des herbacées est réalisée par de l'écopâturage et a été constaté lors de la visite d'inspection. L'exploitant précise que la surveillance de l'état des clôtures est renforcée compte tenu de la présence d'ovins/de caprins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet